

Demande de Proposition: J007546**Titre: Enquête nationale sur la couverture vaccinale des enfants (ENCVE)****BESOIN**

Statistique Canada cherche à retenir les services d'un (1) entrepreneur en vue de rémunérer des fournisseurs de soins de santé pour participer à l'Enquête nationale sur la couverture vaccinale des enfants (ENCVE).

L'objectif consiste à verser une rémunération à tous les médecins ou prestataires de vaccins qui fournissent à StatCan les dossiers d'immunisation des enfants choisis pour participer à l'Enquête nationale sur la couverture vaccinale des enfants. L'entrepreneur fournira ce service à StatCan en émettant des chèques pour chacun des médecins ou prestataires de vaccins et en les postant aux adresses qu'il recevra de StatCan.

ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

LANGUE

Ce bureau central de Statistique Canada fournit des services d'achat au public dans leurs langues officielles.

CONDITIONS RÉGISSANT LA DEMANDE DE PROPOSITIONS (DP)

Statistique Canada n'effectuera aucun paiement direct à l'égard des coûts supportés aux fins de la présentation et du dépôt de soumissions en réponse à cette DP.

PÉRIODE ESTIMATIVE DU CONTRAT

Le contrat sera attribué pour une (1) année et demie en plus de la possibilité de deux (2) périodes d'option supplémentaires d'un (1) an.

OPTION DE PROLONGATION DU CONTRAT

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) périodes supplémentaires de un (1) année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il soit payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à tout moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur à tout moment avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

SOUSSION/ DATE DE CLÔTURE ET PRÉSENTATION DES SOUSSIONS

Les fournisseurs intéressés devraient exprimer leur intérêt pour cette acquisition comme indiqué ci-dessous:

Nom : Nada Moazin

Titre : Coordonnatrice

Organisation : Statistique Canada

Adresse : 150 Tunney's Pasture Driveway, Ottawa, Ontario K1A 0T6

Téléphone : 613-355-9837

E-Mail: statcan.macs-bids-smc-soumissions.statcan@canada.ca

Demande de Proposition: J007546**Titre: Enquête nationale sur la couverture vaccinale des enfants (ENCVE)**

La date limite des soumissions concernant cette DP est le 30 janvier, 2018 à 14 :00 HNE. Toutes les soumissions reçues après cette date et cette heure seront retournées au soumissionnaire sans être ouvertes. Comme stipulé dans la politique de contrat du conseil du trésor, il incombe au soumissionnaire que tous les documents requis soient reçus à leur destination exigée avant la date et l'heure de fermeture de la DP.

Les soumissions doivent être présentées uniquement au :

MACS BIDS

statcan.macs-bids-smc-soumissions.statcan@canada.ca

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

Critères obligatoires (CO) — Réussite ou échec
<p><u>Soumissionnaire</u></p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède une expérience d'au moins dix (10) ans en prestation de services de soutien en matière d'enquêtes administratives.</p>
<p><u>Gestionnaire de contrat ou agent de liaison</u></p> <p>Le soumissionnaire doit indiquer dans sa proposition le nom de la personne-ressource qui agira à titre de gestionnaire de contrat ou d'agent de liaison entre le fournisseur et Statistique Canada et qui administrera le contrat au nom du fournisseur.</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer que la personne-ressource proposée possède une expérience d'au moins cinq (5) ans en prestation de services de soutien en matière d'enquêtes administratives.</p>
<p><u>Soumissionnaire</u></p> <p>Le soumissionnaire doit présenter les détails de l'approche proposée et doit au moins inclure des renseignements sur la méthode utilisée dans la gestion du rendement et l'assurance de la qualité pour la gestion des processus d'émission de chèques, d'expédition de chèques par la poste et de rapprochement (selon l'annexe A).</p>

Demande de Proposition: J007546

Titre: Enquête nationale sur la couverture vaccinale des enfants (ENCVE)

EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

COMPTES RENDUS

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

L'État se réserve le droit de négocier les conditions de tout contrat avec les fournisseurs.

Les documents peuvent être présentés dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada.